

LISTE INDICATIVE D'AFFAIRES POUR LA 1294^e REUNION (SEPTEMBRE 2017) (DH)

No.	Affaire	État	Requête	Arrêt définitif le	Violation	Source	Dernier examen (décision)
1	MANUSHAQE PUTO ET AUTRES ET GROUPE DRIZA	ALBANIE	604/07+ 33771/02	17/12/2012 02/06/2008	Non-exécution de décisions internes définitives, judiciaires et administratives, relatives au droit des requérants à la restitution ou à l'indemnisation (pécuniaire ou en nature) de biens immobiliers nationalisés durant le régime communiste.	Proposition du Secrétariat	CM/Del/Dec(2016)1259/H46-1
2	GROUPE ILGAR MAMMADOV	AZERBAIDJAN	15172/13	13/10/2014	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour avoir critiqué le gouvernement, en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Décision antérieure du Comité	CM/Del/Dec(2017)1280/H46-2
3	GROUPE MAHMUDOVS ET AGAZADE	AZERBAIDJAN	35877/04	18/03/2009	Violation du droit à la liberté d'expression, application arbitraire de la loi sur la diffamation.	Décision antérieure du Comité	CM/Del/Dec(2017)1280/H46-3
4	GROUPE MURADOVA GROUPE MAMMADOV (JALALOGLU) GROUPE MIKAYIL MAMMADOV	AZERBAIDJAN	22684/05 34445/04 4762/05	02/07/2009 11/04/2007 11/04/2007	Usage excessif de la force par forces de sécurité et défaut d'enquêtes effectives.	Proposition du Secrétariat	CM/Del/Dec(2013)1172/3 Premier examen Premier examen
5	ĐOKIĆ MAGO ET AUTRES	BOSNIE-HERZEGOVINE	6518/04 12959/05	04/10/2010 24/09/2012	Impossibilité pour les membres de l'armée de l'ex-Yougoslavie d'obtenir la restitution de leur appartement de fonction militaire après la guerre en Bosnie-Herzégovine.	Proposition du Secrétariat	CM/Del/Dec(2016)1265/H46-7
6	GROUPE VELIKOVA	BULGARIE	41488/98	04/10/2000	Usage excessif de la force par des membres des forces de l'ordre ; ineffectivité des enquêtes.	Décision antérieure du Comité	CM/Del/Dec(2016)1265/H46-10
7	YORDANOVA ET AUTRES	BULGARIE	25446/06	24/09/2012	Expulsion de personnes d'origine rom ¹ , sur la base d'une législation n'exigeant pas d'examen approprié de la proportionnalité de la mesure.	Proposition du Secrétariat	CM/Del/Dec(2016)1259/H46-9
8	GROUPE STATILEO	CROATIE	12027/10	10/10/2014	Limitations légales à l'utilisation des propriétés par les propriétaires, y compris par le biais du système de contrôle des loyers pour les appartements soumis aux baux protégés.	Décision antérieure du Comité	CM/Del/Dec(2017)1280/H46-11

¹ Les termes « Roms et Gens du voyage » utilisés au Conseil de l'Europe englobent la grande diversité des groupes concernés par les travaux du Conseil de l'Europe dans ce domaine : d'une part, a) les Roms, les Sintés/Manouches, les Calés/Gitans, les Kaalés, les Romanichels, les Béash/Rudari ; b) les Egyptiens des Balkans (Egyptiens et Ashkali) ; c) les branches orientales (Doms, Loms et Abtal) ; d'autre part, les groupes tels que les *Travellers*, les Yéniches et les personnes que l'on désigne par le terme administratif de « Gens du voyage » ainsi que celles qui s'auto-identifient comme Tsiganes.

No.	Affaire	État	Requête	Arrêt définitif le	Violation	Source	Dernier examen (décision)
9	GROUPE MENNESSON	FRANCE	65192/11	26/09/2014	Refus de reconnaître en droit français une filiation légalement établie aux Etats-Unis entre des enfants nés d'une convention de gestation pour autrui et les couples, de nationalité française ayant eu recours à cette méthode.	Proposition du Secrétariat	Premier examen
10	GROUPE GHARIBASHVILI	GEORGIE	11830/03	29/10/2008	Défaut d'enquête effective sur des allégations d'atteintes à la vie ou de mauvais traitements ; recours à la force excessif par la police lors d'arrestations ou en détention.	Décision antérieure du Comité	CM/Del/Dec(2016)1273/H46-10
11	GROUPE BEKA-KOULOCHERI	GRECE	38878/03	06/10/2006	Non-respect par les autorités des décisions de justice internes et absence de recours effectif.	Proposition du Secrétariat	CM/Del/Dec(2016)1250/H46-10
12	GROUPE BEKIR-OUSTA ET AUTRES	GRECE	35151/05	11/01/2008	Refus des tribunaux nationaux d'enregistrer les associations requérantes.	Décision antérieure du Comité	CM/Del/Dec(2017)1280/H46-13
13	MARTZAKLIS ET AUTRES	GRECE	20378/13	09/10/2015	Mauvaises conditions de détention et ségrégation des treize détenus condamnés, séropositifs.	Proposition du Secrétariat	Premier examen
14	GAZSÓ ET GROUPE TÍMÁR	HONGRIE	48322/12 36186/97	16/10/2015 09/07/2003	Durée excessive des procédures judiciaires et absence de recours effectif à cet égard.	Décision antérieure du Comité	CM/Del/Dec(2016)1273/H46-12
15	GROUPE MOSTACCIUOLO GIUSEPPE No. 1 GAGLIONE ET AUTRES	ITALIE	64705/01 45867/07	29/03/2006 20/06/2011	Montant insuffisant et retard dans le paiement d'indemnités accordées dans le cadre du recours « Pinto » au titre de la durée excessive des procédures judiciaires ; durée excessive des procédures « Pinto ».	Proposition du Secrétariat	CM/Del/Dec(2015)1236/10
16	L.	LITUANIE	27527/03	31/03/2008	Absence de législation régissant les conditions et les procédures relatives au traitement médical du changement de sexe.	Proposition du Secrétariat	CM/Del/Dec(2016)1259/H46-17
17	GROUPE SARBAN	REPUBLIQUE DE MOLDOVA	3456/05	04/01/2006	Diverses violations principalement liées à la détention provisoire.	Proposition du Secrétariat	CM/Del/Dec(2014)1214/13
18	P. ET S.	POLOGNE	57375/08	30/01/2013	Manquement à l'obligation de fournir à une mère et sa fille mineure un accès effectif à des informations fiables sur les conditions et procédures à suivre pour accéder à l'avortement légal ; divulgation des données personnelles des requérantes et détention illégale de la requérante mineure.	Proposition du Secrétariat	Premier examen
19	GROUPE PREDICA	ROUMANIE	42344/07	07/09/2011	Décès/mauvais traitements en établissement pénitentiaire, défaut d'enquêtes effectives et absence de recours effectif	Proposition du Secrétariat	CM/Del/Dec(2012)1157/17

No.	Affaire	État	Requête	Arrêt définitif le	Violation	Source	Dernier examen (décision)
20	GRUPE SOARE AND OTHERS	ROUMANIE	24329/02	22/05/2011	Usage non justifié et disproportionné d'armes à feu par la police et enquêtes inefficaces ; absence de cadre législatif et réglementaire adéquat.	Proposition du Secrétariat	Premier examen
21	CATAN ET AUTRES	FEDERATION DE RUSSIE	43370/04	19/10/2012	Violation du droit à l'instruction des requérants, élèves ou parents d'élèves d'écoles utilisant l'alphabet latin situées dans la région transnistrienne de la République de Moldova.	Décision antérieure du Comité	CM/Del/Dec(2017)1280/H46-22
22	GRUPE KLYAKHIN	FEDERATION DE RUSSIE	46082/99	06/06/2005	Divers problèmes concernant la détention provisoire.	Décision antérieure du Comité	CM/Del/Dec(2017)1280/H46-25
23	KUDESHKINA	FEDERATION DE RUSSIE	29492/05	14/09/2009	Licenciement du poste judiciaire en raison des déclarations critiques aux médias concernant le système judiciaire.	Proposition du Secrétariat	Premier examen
24	NAVALNYY ET OFITSEROV	FEDERATION DE RUSSIE	46632/13+	04/07/2016	Procès inéquitable : condamnation fondée sur une application arbitraire du droit pénal, sans répondre à une allégation raisonnable de persécution politique et avec l'utilisation comme moyen de preuve du plaidoyer de culpabilité d'un coaccusé dans une autre procédure.	Proposition du Secrétariat	Premier examen
25	GRUPE MANDIĆ ET JOVIĆ	SLOVENIE	5774/10+	20/01/2012	Mauvaises conditions de détention et absence de recours effectif.	Proposition du Secrétariat	CM/Del/Dec(2016)1259/H46-32
26	ASSOCIATION DE CITOYENS RADKO ET PAUNKOVSKI	« L'EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE »	74651/01	15/04/2009	Dissolution injustifiée de l'association du requérant.	Proposition du Secrétariat	CM/Del/Dec(2012)1144/21
27	GRUPE ALTUĞ TANER AKÇAM	TURQUIE	27520/07	25/01/2012	Enquête pénale pour dénigrement de l'identité turque.	Proposition du Secrétariat	Premier examen
28	CHYPRE c. TURQUIE	TURQUIE	25781/94	10/05/2001 12/05/2014	14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre (personnes portées disparues).	Décision antérieure du Comité	CM/Del/Dec(2016)1273/H46-29
29	GRUPE INCAL	TURQUIE	22678/93	09/06/1998	Ingérences injustifiées dans la liberté d'expression, notamment en raison de condamnations pénales.	Proposition du Secrétariat	CM/Del/Dec(2016)1265/H46-29
30	GRUPE BALITSKIY	UKRAINE	12793/03	03/02/2012	Condamnations inéquitables fondées sur des aveux faits sous la contrainte ; recours abusif à la détention administrative.	Proposition d'une délégation	Premier examen
31	KHARCHENKO CHANYEV KORNEYKOVA	UKRAINE	40107/02 46193/13 39884/05	10/05/2011 09/01/2015 19/04/2012	Arrestations illégales et détentions provisoires illégales et prolongées.	Décision antérieure du Comité	CM/Del/Dec(2017)1280/H46-36

No.	Affaire	État	Requête	Arrêt définitif le	Violation	Source	Dernier examen (décision)
32	GROUPE KHAYLO	UKRAINE	39964/02	13/02/2009	Atteintes au droit à la vie et absence d'enquête effective.	Décision antérieure du Comité	CM/Del/Dec(2016)1273/H46-36
33	GONGADZE	UKRAINE	34056/02	08/02/2006	Assassinat d'un journaliste et absence d'enquête effective.	Proposition du Secrétariat	CM/Del/Dec(2013)1172/25